

**Convention-cadre sur les
changements climatiques**

Distr. générale
30 mars 2010
Français
Original: anglais

Conférence des Parties**Rapport de la quinzième session de la Conférence des Parties
tenue à Copenhague du 7 au 19 décembre 2009****Première partie
Délibérations**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Ouverture de la session (Point 1 de l'ordre du jour)	1–2	5
A. Cérémonie de bienvenue organisée par le Gouvernement du pays hôte.....	1	5
B. Ouverture de la session.....	2	5
II. Questions d'organisation (Point 2 de l'ordre du jour)	3–32	5
A. Élection du Président de la quinzième session de la Conférence des Parties	3–5	5
B. Adoption du règlement intérieur.....	6–9	6
C. Adoption de l'ordre du jour	10–11	7
D. Élection des membres du Bureau autres que le Président.....	12–14	8
E. Admission d'organisations en qualité d'observateurs	15–16	9
F. Organisation des travaux, y compris ceux des sessions des organes subsidiaires.....	17–23	10
G. Dates et lieu des futures sessions.....	24–27	11
H. Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs	28–29	12
I. Participation.....	30–31	12
J. Documentation	32	12
III. Rapports des organes subsidiaires et décisions et conclusions qui en découlent (Point 3 de l'ordre du jour)	33–38	12
A. Rapport de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique	33–35	12
B. Rapport de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre	36–38	13

IV.	Rapport du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention (Point 4 de l'ordre du jour)	39-46	13
V.	Examen des propositions soumises par des Parties au titre de l'article 17 de la Convention (Point 5 de l'ordre du jour)	47-51	15
VI.	Examen d'une proposition de Malte visant à modifier l'annexe I de la Convention (Point 6 de l'ordre du jour)	52-56	15
VII.	Exécution des engagements et application des autres dispositions de la Convention (Point 7 de l'ordre du jour)	57-82	16
	A. Mécanisme financier de la Convention	57-62	16
	B. Communications nationales.....	63-67	17
	C. Mise au point et transfert de technologies	68-70	17
	D. Renforcement des capacités au titre de la Convention	71-72	17
	E. Réduction des émissions dues au déboisement dans les pays en développement: méthodes visant à encourager l'action.....	73-74	18
	F. Application des paragraphes 8 et 9 de l'article 4 de la Convention.....	75-78	18
	G. Autres questions renvoyées à la Conférence des Parties par les organes subsidiaires	79-82	18
VIII.	Questions administratives, financières et institutionnelles (Point 8 de l'ordre du jour)	83-86	19
	A. Exécution du budget de l'exercice biennal 2008-2009.....	83-84	19
	B. Projet de budget de l'exercice biennal 2010-2011.....	85-86	19
IX.	Réunion de haut niveau (Point 9 de l'ordre du jour)	87-96	20
	A. Cérémonie de bienvenue et ouverture de la réunion de haut niveau.....	87-88	20
	B. Déclarations des Parties.....	89	20
	C. Déclarations de hauts responsables de l'Organisation des Nations Unies.....	90	21
	D. Rencontre informelle de haut niveau à l'initiative du Gouvernement du pays hôte	91	21
	E. Délibérations de la réunion de haut niveau.....	92-96	21
X.	Déclarations des organisations admises en qualité d'observateurs (Point 10 de l'ordre du jour)	97	22
XI.	Questions diverses (Point 11 de l'ordre du jour)	98	22
XII.	Conclusion des travaux de la session (Point 12 de l'ordre du jour)	99-101	23
	A. Adoption du rapport de la quinzième session de la Conférence des Parties ...	99	23
	B. Clôture de la session.....	100-101	23

Annexes

I.	Parties à la Convention, États dotés du statut d'observateur et organismes des Nations Unies qui ont participé à la quinzième session de la Conférence des Parties.....	24
II.	Liste des représentants qui ont fait des déclarations à la réunion de haut niveau au titre du point 9 de l'ordre du jour de la Conférence des Parties	27
III.	Liste des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales qui ont fait des déclarations à la réunion de haut niveau au titre du point 9 de l'ordre du jour de la Conférence des Parties	34
IV.	Calendrier des réunions des organes créés en application de la Convention, pour la période 2010-2013	36
V.	Documents dont la Conférence des Parties était saisie à sa quinzième session	37

Deuxième partie
Mesures prises par la Conférence des Parties à sa quinzième session

FCCC/CP/2009/11/Add.1

Décision

- 1/CP.15 Résultats des travaux du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention
- 2/CP.15 Accord de Copenhague
- 3/CP.15 Modification de l'annexe I de la Convention
- 4/CP.15 Principes méthodologiques concernant les activités liées à la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'accroissement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement
- 5/CP.15 Travaux du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention
- 6/CP.15 Quatrième examen du mécanisme financier
- 7/CP.15 Directives supplémentaires à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial
- 8/CP.15 Renforcement des capacités au titre de la Convention
- 9/CP.15 Observations systématiques du climat
- 10/CP.15 Programme de formation actualisé à l'intention des membres des équipes d'experts chargées de l'examen technique des inventaires de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I de la Convention
- 11/CP.15 Questions administratives, financières et institutionnelles
- 12/CP.15 Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011
- 13/CP.15 Dates et lieux des futures sessions

Résolution

- 1/CP.15 Expression de gratitude au Gouvernement du Royaume du Danemark et aux habitants de Copenhague

I. Ouverture de la session

(Point 1 de l'ordre du jour)

A. Cérémonie de bienvenue organisée par le Gouvernement du pays hôte

1. Une cérémonie de bienvenue a été organisée le 7 décembre par le Gouvernement danois pour marquer l'ouverture de la quinzième session de la Conférence des Parties et de la cinquième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP). Une déclaration a été faite par le Premier Ministre du Danemark, M. Lars Løkke Rasmussen¹. La maire de Copenhague, M^{me} Ritt Bjerregård, a prononcé une allocution de bienvenue. Des déclarations ont été faites également par le Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, M. Rajendra Pachauri, et par le Secrétaire exécutif de la Convention, M. Yvo de Boer.

B. Ouverture de la session

2. Après la cérémonie de bienvenue, la Conférence des Parties, convoquée en application du paragraphe 4 de l'article 7 de la Convention², a été ouverte au Centre Bella, à Copenhague (Danemark), par le Président de la quatorzième session de la Conférence des Parties et de la quatrième session de la CMP, M. Maciej Nowicki, Ministre de l'environnement de la Pologne. Il a remercié tous les participants pour l'aide qu'ils lui avaient apportée au cours de l'année écoulée. Il a encouragé les représentants à s'attacher, dans un esprit de solidarité et de compromis, à atteindre l'objectif d'un accord de portée mondiale³.

II. Questions d'organisation⁴

(Point 2 de l'ordre du jour)

A. Élection du Président de la quinzième session de la Conférence des Parties

(Point 2 a) de l'ordre du jour)

3. À sa 1^{re} séance⁵, le 7 décembre, la Conférence des Parties, sur proposition du Président sortant, a élu par acclamation à la présidence M^{me} Connie Hedegaard (Danemark), Ministre

¹ Les déclarations faites à l'ouverture de la session concernaient en règle générale l'ensemble des travaux de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques.

² La quinzième session de la Conférence des Parties s'est tenue en même temps que la cinquième session de la CMP, dont les délibérations font l'objet d'un rapport distinct. Un compte rendu des séances communes tenues dans le cadre de la réunion de haut niveau figure dans les deux rapports.

³ Les enregistrements vidéo complets des séances plénières peuvent être consultés à l'adresse suivante: http://www2.cop15.meta-fusion.com/kongresse/cop15/templ/ovw.php?id_kongressmain=1&theme. Les transcriptions d'un certain nombre de déclarations, notamment celles des chefs d'État ou de gouvernement, sont également disponibles sur le site Web de la Convention à l'adresse suivante: http://unfccc.int/meetings/cop_15/statements/items/5087.php.

⁴ Lors de plusieurs séances de la Conférence des Parties, la Présidente a désigné un vice-président pour assurer la présidence conformément à l'article 24 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué (voir le document FCCC/CP/1996/2). Cependant, pour simplifier les choses, on a utilisé le terme Président tout au long du présent rapport.

chargée de l'organisation de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2009. Le Président sortant a félicité M^{me} Hedegaard pour son élection et lui a souhaité un plein succès dans la conduite des travaux de la quinzième session de la Conférence des Parties. Une déclaration a également été faite par le Président nouvellement élu.

4. Des déclarations générales ont été faites par les représentants du Soudan (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), de l'Algérie (au nom du Groupe des États d'Afrique), de l'Arabie saoudite, du Lesotho (au nom des pays les moins avancés), de la Grenade (au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS)), du Mexique (au nom du Groupe pour l'intégrité de l'environnement), de l'Australie (au nom du Groupe composite) et de la Suède (au nom de l'Union européenne et de ses États membres).

5. Le 15 décembre, le Secrétaire exécutif a reçu une lettre de la Présidente annonçant sa démission, qui devait prendre effet au début de la 1^{re} séance commune de la Conférence des Parties et de la CMP convoquée dans le cadre de la réunion de haut niveau le 16 décembre. Conformément à l'article 25 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué⁶, le Gouvernement danois a désigné le Premier Ministre du Danemark, M. Rasmussen, pour remplacer M^{me} Hedegaard à la présidence de la quinzième session de la Conférence des Parties et de la cinquième session de la CMP. Cette information a ultérieurement été communiquée au Bureau et aux Parties⁷.

B. Adoption du règlement intérieur

(Point 2 b) de l'ordre du jour)

6. La Conférence des Parties a examiné le point 2 b) à sa 1^{re} séance, à la reprise de sa 2^e séance et à sa 9^e séance, les 7, 12 et 18-19 décembre respectivement. Des déclarations ont été faites par les représentants de cinq Parties.

7. À la 1^{re} séance, le 7 décembre, le Président a rappelé que le Président de la quatorzième session de la Conférence des Parties et de la quatrième session de la CMP avait annoncé que, le cas échéant, il informerait la Conférence des Parties de tout fait nouveau concernant l'adoption du règlement intérieur. À la même séance, vu qu'il n'y avait toujours pas de consensus à ce sujet, la Conférence des Parties a décidé sur une proposition du Président que, comme aux sessions précédentes, le projet de règlement intérieur publié sous la cote FCCC/CP/1996/2 continuerait d'être appliqué, à l'exception du projet d'article 42. Le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a fait une proposition concernant la marche à suivre pour résoudre cette question. Le Président a annoncé son intention d'engager des consultations avec les Parties et d'en rendre compte à la Conférence.

8. À la reprise de la 2^e séance, le 12 décembre, le Président a rendu compte des consultations menées. La Conférence des Parties a été informée que, tout en reconnaissant l'importance que présentait l'adoption du règlement intérieur, les délégations maintenaient leur position sur cette question fondamentale. Le Président entendait poursuivre ses consultations avec les Parties et en rendre compte à la Conférence.

⁵ Les séances de la Conférence des Parties mentionnées dans le présent rapport sont des séances plénières.

⁶ L'article 25 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué prévoit que «si un membre du Bureau démissionne ... un représentant de la même Partie est désigné par la Partie concernée pour remplacer ledit membre jusqu'à l'expiration de son mandat».

⁷ M. Rasmussen a officiellement démissionné de son poste de président par une lettre au secrétariat datée du 1^{er} février 2010, avec effet immédiat. Conformément à l'article 25 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué, il a été remplacé par M^{me} Lykke Friis, Ministre danoise du climat et de l'énergie.

9. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties a décidé de continuer à appliquer le projet de règlement intérieur publié sous la cote FCCC/CP/1996/2, à l'exception du projet d'article 42. Le Président a annoncé qu'il poursuivrait les consultations durant l'intersession et rendrait compte à la Conférence des Parties de tout fait nouveau qui pourrait survenir au sujet de cette question.

C. Adoption de l'ordre du jour

(Point 2 c) de l'ordre du jour)

10. Pour l'examen du point 2 c) à sa 1^{re} séance, le 7 décembre, la Conférence des Parties était saisie d'une note du Secrétaire exécutif contenant l'ordre du jour provisoire annoté, ainsi que d'un additif dans lequel étaient exposées les dispositions prises en vue de la session et de la réunion de haut niveau (FCCC/CP/2009/1 et Add.1). L'ordre du jour provisoire avait été établi en accord avec le Président de la quatorzième session de la Conférence des Parties et de la quatrième session de la CMP et en tenant compte des vues exprimées par les Parties à la trentième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) et par les membres du Bureau de la quatorzième session de la Conférence des Parties et de la quatrième session de la CMP.

11. Sur proposition du Président de la quinzième session de la Conférence des Parties et de la cinquième session de la CMP, la Conférence des Parties a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture de la session.
2. Questions d'organisation:
 - a) Élection du Président de la quinzième session de la Conférence des Parties;
 - b) Adoption du règlement intérieur;
 - c) Adoption de l'ordre du jour;
 - d) Élection des membres du Bureau autres que le Président;
 - e) Admission d'organisations en qualité d'observateurs;
 - f) Organisation des travaux, y compris ceux des sessions des organes subsidiaires;
 - g) Dates et lieu des futures sessions;
 - h) Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs.
3. Rapports des organes subsidiaires et décisions et conclusions qui en découlent:
 - a) Rapport de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique;
 - b) Rapport de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre.
4. Rapport du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention.
5. Examen des propositions soumises par des Parties au titre de l'article 17 de la Convention.
6. Examen d'une proposition de Malte visant à modifier l'annexe I de la Convention.
7. Exécution des engagements et application des autres dispositions de la Convention:
 - a) Mécanisme financier de la Convention:
 - i) Quatrième examen du mécanisme financier;

- ii) Rapport du Fonds pour l'environnement mondial à la Conférence des Parties et directives adressées au Fonds pour l'environnement mondial;
 - iii) Évaluation du Fonds spécial pour les changements climatiques;
 - b) Communications nationales:
 - i) Communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention;
 - ii) Communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention;
 - c) Mise au point et transfert de technologies;
 - d) Renforcement des capacités au titre de la Convention;
 - e) Réduction des émissions dues au déboisement dans les pays en développement: méthodes visant à encourager l'action;
 - f) Application des paragraphes 8 et 9 de l'article 4 de la Convention:
 - i) Mise en œuvre du programme de travail de Buenos Aires sur les mesures d'adaptation et de riposte (décision 1/CP.10);
 - ii) Questions relatives aux pays les moins avancés;
 - g) Autres questions renvoyées à la Conférence des Parties par les organes subsidiaires.
8. Questions administratives, financières et institutionnelles:
- a) Exécution du budget de l'exercice biennal 2008-2009;
 - b) Projet de budget de l'exercice biennal 2010-2011.
9. Réunion de haut niveau.
10. Déclarations des organisations admises en qualité d'observateurs.
11. Questions diverses.
12. Conclusion des travaux de la session:
- a) Adoption du rapport de la quinzième session de la Conférence des Parties;
 - b) Clôture de la session.

D. Élection des membres du Bureau autres que le Président

(Point 2 d) de l'ordre du jour)

12. À la 1^{re} séance, le 7 décembre, le Président a informé la Conférence des Parties que le Vice-Président de la quatorzième session de la Conférence des Parties et de la quatrième session de la CMP, M. Eric Mugurusi (République-Unie de Tanzanie), avait engagé des consultations sur cette question au cours de la trentième session des organes subsidiaires. Toutefois, les groupes régionaux n'avaient pas encore tous proposé des candidatures. Sur proposition du Président, la Conférence des Parties a décidé de surseoir à l'élection du Bureau de la quinzième session de la Conférence des Parties et de la cinquième session de la CMP en attendant que le processus de désignation de tous les candidats ait été mené à terme. M. Mugurusi a été invité à poursuivre les consultations pendant la session.

13. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties, agissant sur proposition du Président, a élu par acclamation sept vice-présidents, le rapporteur et les

présidents de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) et du SBI. Le Bureau de la quinzième session de la Conférence des Parties et de la cinquième session de la CMP était le suivant:

<i>Président:</i>	M ^{me} Connie Hedegaard (Danemark) remplacée par M. Lars Løkke Rasmussen (Danemark) au début de la réunion de haut niveau
<i>Vice-Présidents:</i>	M. Lumumba Stanislaus-Kaw Di-Aping (Soudan) M. Mohammad Al-Sabban (Arabie saoudite) M. Rae-Kwon Chung (République de Corée) M. Philip Weech (Bahamas) M. Luis Alfonso de Alba Góngora (Mexique) M. Oleg Shamanov (Fédération de Russie) M. Collin Beck (Îles Salomon)
<i>Rapporteur:</i>	M. Andrej Kranjc (Slovénie)
<i>Président de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique:</i>	M. Mama Konaté (Mali)
<i>Président de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre:</i>	M. Robert Owen-Jones (Australie)

14. Le Président a remercié M. Mugurusi pour le zèle avec lequel il avait mené les consultations sur les élections, a félicité les membres du Bureau nouvellement élus et a exprimé sa gratitude aux anciens membres pour leur aide et leur dynamisme.

E. Admission d'organisations en qualité d'observateurs

(Point 2 e) de l'ordre du jour)

15. À sa 1^{re} séance, le 7 décembre, la Conférence des Parties a examiné une note du secrétariat sur la question de l'admission d'organisations en qualité d'observateurs, dans laquelle étaient énumérées 13 organisations intergouvernementales et 345 organisations non gouvernementales (ONG) qui avaient demandé à bénéficier du statut d'observateur⁸. Conformément au paragraphe 6 de l'article 7 de la Convention et suivant la recommandation du Bureau, qui avait examiné la liste des organisations candidates, la Conférence a décidé d'admettre ces organisations en qualité d'observateurs.

16. Soulignant l'importance de la participation d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales au processus découlant de la Convention, le Président a salué les organisations qui venaient d'être admises à la quinzième session de la Conférence et les a invitées à y jouer un rôle actif.

⁸ FCCC/CP/2009/8/Rev.1.

F. Organisation des travaux, y compris ceux des sessions des organes subsidiaires

(Point 2 f) de l'ordre du jour)

17. En présentant cette question à la 1^{re} séance, le 7 décembre, le Président a attiré l'attention de la Conférence des Parties sur les annotations à l'ordre du jour provisoire figurant dans le document FCCC/CP/2009/1 et a fait observer que les organes subsidiaires se réuniraient dans le but d'élaborer, avant la clôture de leur session le 12 décembre, des projets de décision et de conclusions à l'intention de la Conférence des Parties.

18. Sur proposition du Président, la Conférence des Parties a décidé de renvoyer les points ci-après aux organes subsidiaires pour qu'ils les examinent et lui soumettent des projets de décision ou de conclusions appropriés:

Organe subsidiaire de mise en œuvre

- Point 7 a) i) Quatrième examen du mécanisme financier
- Point 7 a) ii) Rapport du Fonds pour l'environnement mondial à la Conférence des Parties et directives adressées au Fonds pour l'environnement mondial
- Point 7 a) iii) Évaluation du Fonds spécial pour les changements climatiques
- Point 7 b) i) Communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention
- Point 7 b) ii) Communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention
- Point 7 c) Mise au point et transfert de technologies
- Point 7 d) Renforcement des capacités au titre de la Convention
- Point 7 f) i) Application du programme de travail de Buenos Aires sur les mesures d'adaptation et de riposte (décision 1/CP.10)
- Point 7 f) ii) Questions relatives aux pays les moins avancés
- Point 8 a) Exécution du budget de l'exercice biennal 2008-2009

Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique

- Point 7 c) Mise au point et transfert de technologies
- Point 7 e) Réduction des émissions dues au déboisement dans les pays en développement: méthodes visant à encourager l'action
- Point 7 f) i) Application du programme de travail de Buenos Aires sur les mesures d'adaptation et de riposte (décision 1/CP.10)

19. Il a été rappelé aux délégations que le SBI et le SBSTA examineraient différents aspects des points 7 c) et 7 f) i).

20. Concernant le point 4 de l'ordre du jour, intitulé «Rapport du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention», le Président a rappelé que la Conférence des Parties avait, par sa décision 1/CP.13 (Plan d'action de Bali), demandé au Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention de lui présenter les résultats de ses travaux. Les délégations ont été informées que le Président du Groupe de travail spécial, M. Michael Zammit Cutajar (Malte), présenterait le rapport du Groupe de travail à la Conférence des Parties le 16 décembre.

21. Concernant le point 9 de l'ordre du jour, intitulé «Réunion de haut niveau», le Président a rappelé que les dates des 16, 17 et 18 décembre avaient été retenues pour cette réunion. Celle-ci serait convoquée étant entendu qu'il n'y aurait qu'une seule liste d'orateurs et que chacune des Parties, y compris les Parties à la Convention qui étaient également Parties au Protocole de Kyoto, ne prendrait la parole qu'une seule fois. Aucune décision ne serait prise lors des séances communes. Avec l'approbation du Bureau, le Président a proposé de limiter à trois minutes la durée de chaque intervention lors de la réunion de haut niveau. Le représentant d'un État observateur a fait une déclaration.

22. La Conférence des Parties a décidé de procéder comme le Président l'avait proposé.

23. À la reprise de la 2^e séance, le 12 décembre, le Président a invité le Président du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention à informer la Conférence des Parties des travaux du Groupe. Des déclarations ont été faites par les représentants de 35 Parties, dont un s'est exprimé au nom de l'Union européenne et de ses États membres, un au nom de l'Alliance des petits États insulaires, un au nom du Groupe des États d'Afrique, un au nom du Groupe des 77 et de la Chine, un au nom du Groupe pour l'intégrité de l'environnement et un au nom des pays les moins avancés. Une déclaration a également été faite par le représentant d'un État observateur.

G. Dates et lieu des futures sessions

(Point 2 g) de l'ordre du jour)

24. À la 2^e séance, le 9 décembre, le Président a informé les délégations que les Parties devraient décider, à la présente session, des dates et lieu de la seizième session de la Conférence, qui se tiendrait simultanément avec la sixième session de la CMP. Conformément au principe du roulement entre les groupes régionaux, le Président de la Conférence des Parties à sa seizième session et de la CMP à sa sixième session serait issu du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

25. À l'invitation du Président, le représentant du Mexique a fait une déclaration dans laquelle il a confirmé l'offre officielle du Gouvernement mexicain d'accueillir la seizième session de la Conférence des Parties et la sixième session de la CMP. Le Président a informé les représentants que cette offre avait été approuvée par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

26. Le Président a rappelé que la Conférence des Parties avait accepté, dans sa décision 9/CP.14, l'offre du Gouvernement sud-africain d'accueillir la dix-septième session de la Conférence des Parties et la septième session de la CMP, sous réserve de confirmation par le Bureau que tous les éléments logistiques, techniques et financiers nécessaires pour l'accueil des sessions sont réunis, conformément à la résolution 40/243 de l'Assemblée générale. Le Président a invité les Parties intéressées à proposer d'accueillir la dix-huitième session de la Conférence des Parties et la huitième session de la CMP, en faisant observer que, conformément au principe du roulement entre les groupes régionaux, le Président de la dix-huitième session de la Conférence des Parties et de la huitième session de la CMP serait issu du Groupe des États d'Asie. Des déclarations ont été faites par les représentants de trois Parties.

27. À la 9^e séance, les 18 et 19 décembre, le Président a rendu compte de ces consultations. Il a invité la Conférence des Parties à examiner un projet de décision⁹ acceptant l'offre généreuse du Gouvernement mexicain d'accueillir la seizième session de la Conférence des Parties et la sixième session de la CMP. Il a noté que, dans le projet de

⁹ FCCC/CP/2009/L.3.

décision, le Secrétaire exécutif était prié de poursuivre les consultations avec le Gouvernement sud-africain concernant les préparatifs à engager pour accueillir la dix-septième session de la Conférence des Parties et la septième session de la CMP en Afrique du Sud en 2011. Compte tenu de cette proposition du Président, la Conférence des Parties a adopté la décision 13/CP.15 intitulée «Dates et lieux des futures sessions» (FCCC/CP/2009/11/Add.1). Le représentant d'une Partie a fait une déclaration.

H. Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs

(Point 2 h) de l'ordre du jour)

28. À la 9^e séance, les 18 et 19 décembre, le Président a appelé l'attention sur le rapport sur la vérification des pouvoirs¹⁰, dont il ressortait que le Bureau, conformément à l'article 20 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué, avait examiné et approuvé les pouvoirs des représentants des Parties.

29. Compte tenu du rapport du Bureau, la Conférence des Parties a accepté les pouvoirs des représentants de toutes les Parties mentionnées dans ce rapport.

I. Participation

30. La quinzième session de la Conférence des Parties et les sessions parallèles des organes subsidiaires ont rassemblé des représentants de 194 Parties à la Convention ainsi que d'États admis en qualité d'observateurs, d'organes et de programmes des Nations Unies, de secrétariats de conventions, et d'institutions spécialisées et d'organisations apparentées du système des Nations Unies (pour la liste complète, voir l'annexe I).

31. Des représentants de 53 organisations intergouvernementales et de 794 ONG ont également participé à la session (pour une liste complète, voir le document FCCC/CP/2009/INF.1 (Parties 2 et 3)).

J. Documentation

32. L'annexe V donne la liste des documents dont la Conférence des Parties était saisie à sa quinzième session.

III. Rapports des organes subsidiaires et décisions et conclusions qui en découlent

(Point 3 de l'ordre du jour)

A. Rapport de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique

(Point 3 a) de l'ordre du jour)

33. La Conférence des Parties était saisie du rapport du SBSTA sur sa trentième session, tenue à Bonn (Allemagne) du 1^{er} au 10 juin 2009¹¹.

¹⁰ FCCC/CP/2009/10–FCCC/KP/CMP/2009/20.

¹¹ FCCC/SBSTA/2009/3 et Add.1.

34. À la 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Présidente du SBSTA, M^{me} Helen Plume (Nouvelle-Zélande), a présenté le projet de rapport du SBSTA sur sa trente et unième session¹² et a rendu compte oralement des résultats intéressant la Conférence des Parties. À ses trentième et trente et unième sessions, le SBSTA avait recommandé l'adoption de trois projets de décision et d'un ensemble de conclusions par la Conférence des Parties. À sa trente et unième session, le SBSTA a élu à son Bureau M. Mihir Kanti Majumder (Bangladesh) Vice-Président et M. Purushottam Ghimire (Népal) Rapporteur.

35. À la même séance, la Conférence des Parties, agissant sur proposition du Président, a pris note des rapports et a remercié M^{me} Plume pour sa conduite des travaux en sa qualité de Présidente du SBSTA.

B. Rapport de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

(Point 3 b) de l'ordre du jour)

36. La Conférence des Parties était saisie du rapport du SBI sur sa trentième session, tenue à Bonn du 1^{er} au 10 juin 2009¹³.

37. À la 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Présidente du SBI, M^{me} Liana Bratasida (Indonésie), a présenté le projet de rapport du SBI sur sa trente et unième session¹⁴ et a rendu compte oralement des résultats intéressant la Conférence des Parties. À ses trentième et trente et unième sessions, le SBI avait recommandé à la Conférence des Parties d'adopter six projets de décision. À sa trente et unième session, le SBI a élu à son Bureau M. Samuel Ortiz Basualdo (Argentine) Vice-Président et M. Kadio Ahossane (Côte d'Ivoire) Rapporteur.

38. À la même séance, la Conférence des Parties, sur proposition du Président, a pris note de ces rapports et a remercié M^{me} Bratasida d'avoir dirigé les travaux du SBI avec diligence en sa qualité de Présidente.

IV. Rapport du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention

(Point 4 de l'ordre du jour)

39. À la 5^e séance, le 16 décembre, le Président a invité le Président du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention, M. Zammit Cutajar, à présenter à la Conférence des Parties un rapport sur les résultats des travaux du Groupe.

40. Le Président du Groupe de travail spécial a appelé l'attention de la Conférence des Parties sur le projet de décision de base concernant les résultats des travaux du Groupe, que celui-ci avait décidé de soumettre à la Conférence des Parties mais qui ne préjugait en rien de la forme ni de la nature juridique du document final que la Conférence des Parties devait adopter d'un commun accord au titre du Plan d'action de Bali (décision 1/CP.13). Il a également présenté un ensemble de neuf projets de décision sur des éléments précis du Plan d'action de Bali. Il a noté que ces différents projets de décision allaient de pair avec la décision de base et formaient un tout, qu'ils n'en étaient pas tous au même degré de maturité et que plusieurs d'entre eux avaient été révisés à la séance plénière de clôture de la huitième session du Groupe de travail spécial. Même si aucun de ces textes n'avait pu être

¹² FCCC/SBSTA/2009/L.13.

¹³ FCCC/SBI/2009/8 et Add.1.

¹⁴ FCCC/SBI/2009/L.17.

achevé, le Groupe de travail spécial avait décidé de tous les présenter à la Conférence des Parties pour examen et adoption¹⁵.

41. Le Président du Groupe de travail spécial a adressé au Président ses meilleurs vœux de réussite dans les efforts déployés pour conclure l'examen des projets de décision et a offert son concours à cet égard. Des déclarations ont été prononcées par les représentants de 27 Parties, dont un a parlé au nom de l'Union européenne et de ses États membres.

42. À la reprise de sa 5^e séance, le 17 décembre, sur proposition du Président, la Conférence des Parties a créé un groupe de contact sur la question de l'action concertée à long terme devant être présidé par la représentante spéciale du Président, M^{me} Hedegaard, et a transmis au groupe de contact le texte contenant les résultats des travaux du Groupe de travail spécial¹⁶. Ce groupe de contact a été chargé d'achever les travaux sur les questions restées en suspens. Une déclaration a été faite par le représentant d'une Partie au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

43. Le groupe de contact chargé de la question de l'action concertée à long terme n'a pas officiellement achevé ses travaux et n'en a pas rendu compte lors d'une séance plénière de la Conférence des Parties. Les groupes de rédaction constitués par le groupe de contact ont mené des travaux de nature informelle. Les textes émanant de ces travaux ont été reproduits dans le document FCCC/CP/2010/2 pour être portés à la connaissance des Parties dans le cadre des efforts constants du Groupe de travail spécial visant à parvenir à un accord sur les questions en suspens.

44. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties, suivant une proposition du Président¹⁷, a adopté la décision 1/CP.15 intitulée «Résultats des travaux du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention» (FCCC/CP/2009/11/Add.1). Des déclarations ont été faites par les représentants de 18 Parties dont un s'est exprimé au nom de l'Union européenne et de ses États membres.

45. À la même séance, sur proposition du Président, la Conférence des Parties a élu M^{me} Margaret Mukahanana-Sangarwe (Zimbabwe) Présidente du Groupe de travail spécial, M. Daniel Reifsnyder (États-Unis d'Amérique) Vice-Président et M^{me} Teodora Obradovik-Grnarowska (ex-République yougoslave de Macédoine) Rapporteuse.

46. Le Secrétaire exécutif a fait savoir à la Conférence des Parties que les ressources nécessaires pour permettre au Groupe de travail spécial de poursuivre sa tâche n'avaient pas été inscrites dans le budget et le programme de travail approuvés pour 2010. Il a constaté que le secrétariat devrait analyser de façon plus détaillée les ressources financières requises du fait de la poursuite des travaux engagés dans le cadre du Groupe et intégrer ces besoins additionnels dans la liste des activités complémentaires, dont la Conférence des Parties avait déjà pris note. Il s'est dit à nouveau convaincu que les Parties manifesteraient leur appui et feraient preuve de générosité en versant des contributions volontaires dans les meilleurs délais pour que ces travaux soient poursuivis sans retard¹⁸.

¹⁵ FCCC/AWGLCA/2009/L.7/Rev.1 et Add.1, Add.2/Rev.1, Add.3 à 7, Add.8/Rev.1 et Add.9, contenus dans le document FCCC/AWGLCA/2009/17, annexe I.

¹⁶ Voir la note 15 ci-dessus.

¹⁷ Adoptée sous la cote FCCC/CP/2009/L.6, avec des modifications.

¹⁸ Cette déclaration faite par le Secrétaire exécutif à la 12^e séance de la session de la CMP se rapportait tant au point 4 de l'ordre du jour de la quinzième session de la Conférence des Parties qu'au point 4 de l'ordre du jour de la cinquième session de la CMP.

V. Examen des propositions soumises par des Parties au titre de l'article 17 de la Convention

(Point 5 de l'ordre du jour)

47. À la 2^e séance, à la reprise de la 2^e séance et à la 9^e séance, les 9, 12 et 18-19 décembre, respectivement, la Conférence des Parties a été saisie des documents FCCC/CP/2009/3, FCCC/CP/2009/4, FCCC/CP/2009/5, FCCC/CP/2009/6 et FCCC/CP/2009/7.

48. En présentant ce point de l'ordre du jour, le Président a noté que des propositions (figurant dans les documents mentionnés au paragraphe 47 ci-dessus) avaient été reçues des cinq Parties suivantes: Australie, Costa Rica, États-Unis d'Amérique, Japon et Tuvalu.

49. Conformément au paragraphe 2 de l'article 17 de la Convention, le secrétariat avait communiqué le texte de chaque proposition aux Parties à la Convention et aux signataires de la Convention six mois avant la quinzième session de la Conférence des Parties. Ces textes avaient été transmis par des notes verbales adressées aux coordonnateurs nationaux pour les changements climatiques et aux Missions permanentes auprès de l'ONU avant le 6 juin 2009. Ils avaient également été communiqués, pour information, au Dépositaire le 25 juin 2009.

50. Les représentants de 47 Parties ont fait des déclarations, dont un représentant parlant au nom de l'Alliance des petits États insulaires. Des déclarations ont également été faites par les représentants d'ONG s'occupant de questions d'environnement et de la jeunesse.

51. À la 9^e séance, les 18 et 19 décembre, le Président a fait savoir à la Conférence des Parties que les Parties n'étaient pas parvenues à un consensus quant à la façon de procéder sur ce point de l'ordre du jour. Conformément à l'article 16 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué, ce point sera donc inscrit à l'ordre du jour provisoire de la seizième session de la Conférence des Parties.

VI. Examen d'une proposition de Malte visant à modifier l'annexe I de la Convention

(Point 6 de l'ordre du jour)

52. À sa 2^e séance, le 9 décembre, la Conférence des Parties a été saisie du document FCCC/CP/2009/2.

53. En présentant ce point, le Président a rappelé que, dans une lettre en date du 16 avril 2009, Malte avait proposé de modifier l'annexe I de la Convention en ajoutant le nom de Malte à la liste des pays figurant dans cette annexe, en vue de son adoption à la quinzième session de la Conférence des Parties. Conformément aux articles 15 et 16 de la Convention, le secrétariat avait communiqué le texte de l'amendement proposé aux Parties à la Convention et aux signataires de la Convention par une note verbale datée du 29 avril 2009, ainsi qu'au Dépositaire par une lettre datée du même jour. Le 24 novembre 2009, le secrétariat avait reçu une communication conjointe de Malte et de la Communauté européenne¹⁹, qui avait été communiquée aux Parties à la Convention et aux signataires de la Convention le 2 décembre 2009.

54. Une déclaration a été faite par le représentant d'une Partie parlant au nom de l'Alliance des petits États insulaires.

¹⁹ Depuis le 1^{er} décembre 2009, l'Union européenne remplace la Communauté européenne.

55. Sur proposition du Président, la Conférence des Parties a décidé d'examiner ce point dans le cadre de consultations informelles sous la direction de M. Stephen de Boer (Canada).

56. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties a adopté la décision 3/CP.15 intitulée «Modification de l'annexe I de la Convention» (FCCC/CP/2009/11/Add.1). Une Partie a fait une déclaration.

VII. Exécution des engagements et application des autres dispositions de la Convention

(Point 7 de l'ordre du jour)

A. Mécanisme financier de la Convention

(Point 7 a) de l'ordre du jour)

1. Quatrième examen du mécanisme financier

(Point 7 a) i) de l'ordre du jour)

57. Cette question avait été renvoyée au SBI pour examen.

58. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties, agissant sur la recommandation du SBI²⁰, a adopté la décision 6/CP.15 intitulée «Quatrième examen du mécanisme financier» (FCCC/CP/2009/11/Add.1).

2. Rapport du Fonds pour l'environnement mondial à la Conférence des Parties et directives adressées au Fonds pour l'environnement mondial

(Point 7 a) ii) de l'ordre du jour)

59. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Conférence des Parties était saisie du rapport du Fonds pour l'environnement mondial²¹. La question avait été renvoyée au SBI pour examen.

60. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties, agissant sur la recommandation du SBI²², a adopté la décision 7/CP.15 intitulée «Directives supplémentaires à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial» (FCCC/CP/2009/11/Add.1).

3. Évaluation du Fonds spécial pour les changements climatiques

(Point 7 a) iii) de l'ordre du jour)

61. Cette question avait été renvoyée au SBI pour examen.

62. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties a noté que le SBI avait adopté des conclusions²³ sur la question.

²⁰ FCCC/SBI/2009/L.29.

²¹ FCCC/CP/2009/9.

²² FCCC/SBI/2009/L.30

²³ FCCC/SBI/2009/15, par.32.

B. Communications nationales

(Point 7 b) de l'ordre du jour)

1. Communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention

(Point 7 b) i) de l'ordre du jour)

63. L'examen de cette question avait été renvoyé au SBI.

64. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties a noté que le SBI avait adopté des conclusions²⁴ sur la question.

2. Communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention

(Point 7 b) ii) de l'ordre du jour)

65. L'examen de cette question avait été renvoyé au SBI.

66. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties, agissant sur une recommandation du SBI²⁵, a adopté la décision 5/CP.15 intitulée «Travaux du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention» (FCCC/CP/2009/11/Add.1). Une Partie, parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, a pris acte de la reconstitution du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention.

67. À la même séance, sur proposition du Président, la Conférence des Parties a pris note des candidatures au Groupe consultatif d'experts et a demandé au SBI de confirmer les nominations au Groupe à sa prochaine session et aux sessions ultérieures, selon que de besoin.

C. Mise au point et transfert de technologies

(Point 7 c) de l'ordre du jour)

68. L'examen de cette question avait été renvoyé au SBSTA et au SBI.

69. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties a noté que le SBSTA et le SBI avaient adopté des conclusions^{26, 27} sur différents aspects de la question.

70. À la même séance, sur proposition du Président, la Conférence des Parties a pris note des candidatures au Groupe d'experts du transfert de technologies (GETT) et a demandé au SBI de confirmer les nominations au Groupe à sa prochaine session et aux sessions ultérieures, selon que de besoin.

D. Renforcement des capacités au titre de la Convention

(Point 7 d) de l'ordre du jour)

71. L'examen de cette question avait été renvoyé au SBI.

72. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties, agissant sur recommandation du SBI²⁸, a adopté la décision 8/CP.15 intitulée «Renforcement des capacités au titre de la Convention» (FCCC/CP/2009/11/Add.1).

²⁴ FCCC/SBI/2009/15, par.12 à 15.

²⁵ FCCC/SBI/2009/8/Add.1.

²⁶ FCCC/SBSTA/2009/8, par.23 à 26.

²⁷ FCCC/SBI/2009/15, par. 64 à 67.

²⁸ FCCC/SBI/2009/L.19.

E. Réduction des émissions dues au déboisement dans les pays en développement: méthodes visant à encourager l'action

(Point 7 e) de l'ordre du jour)

73. L'examen de cette question avait été renvoyé au SBSTA.

74. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties, agissant sur recommandation du SBSTA²⁹, a adopté la décision 4/CP.15 intitulée «Principes méthodologiques concernant les activités liées à la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'accroissement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement» (FCCC/CP/2009/11/Add.1). Le Président a félicité les Parties pour leurs travaux sur cette importante question.

F. Application des paragraphes 8 et 9 de l'article 4 de la Convention

(Point 7 f) de l'ordre du jour)

1. Mise en œuvre du programme de travail de Buenos Aires sur les mesures d'adaptation et de riposte (décision 1/CP.10)

(Point 7 f) i) de l'ordre du jour)

75. L'examen de cette question avait été renvoyé au SBSTA et au SBI.

76. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties a noté que le SBSTA avait adopté des conclusions³⁰ concernant le Programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements et que le SBI avait adopté des conclusions³¹ sur le bilan de l'application de la décision 1/CP.10.

2. Questions concernant les pays les moins avancés

(Point 7 f) ii) de l'ordre du jour)

77. L'examen de cette question avait été renvoyé au SBI.

78. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties a noté que le SBI avait adopté des conclusions³² sur la question.

G. Autres questions renvoyées à la Conférence des Parties par les organes subsidiaires

(Point 7 g) de l'ordre du jour)

1. Délibérations

79. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties, agissant selon une recommandation du SBSTA³³, a adopté la décision 10/CP.15 intitulée «Programme de formation actualisé à l'intention des membres des équipes d'experts chargées de l'examen

²⁹ FCCC/SBSTA/2009/L.19/Add.1.

³⁰ FCCC/SBSTA/2009/8, par. 14 à 19.

³¹ FCCC/SBI/2009/15, par. 36 à 40.

³² FCCC/SBI/2009/15, par. 45 à 58.

³³ FCCC/SBSTA/2009/3/Add.1.

technique des inventaires de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I de la Convention» (FCCC/CP/2009/11/Add.1).

80. À la même séance, sur recommandation du SBSTA³⁴, la Conférence des Parties a adopté la décision 9/CP.15 intitulée «Observations systématiques du climat» (FCCC/CP/2009/11/Add.1).

81. À sa trente et unième session, le SBSTA a recommandé un projet de conclusions pour adoption par la Conférence des Parties à sa quinzième session³⁵. La Conférence des Parties a adopté ces conclusions, telles qu'elles figurent ci-après au paragraphe 82.

2. Conclusions

82. La Conférence des Parties s'est félicitée des résultats de la troisième Conférence mondiale sur le climat³⁶, qui s'était tenue à Genève (Suisse) du 31 août au 4 septembre 2009 sous l'égide de l'Organisation météorologique mondiale et de ses organisations partenaires, en particulier de la décision de mettre en place un Cadre mondial pour les services climatologiques afin de renforcer la production, la disponibilité, la fourniture et l'application des prévisions et des services climatologiques scientifiques.

VIII. Questions administratives, financières et institutionnelles

(Point 8 de l'ordre du jour)

A. Exécution du budget de l'exercice biennal 2008-2009

(Point 8 a) de l'ordre du jour)

83. L'examen de cette question avait été renvoyé au SBI.

84. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties, agissant selon une recommandation du SBSTA³⁷, a adopté la décision 11/CP.15 intitulée «Questions administratives, financières et institutionnelles» (FCCC/CP/2009/11/Add.1).

B. Projet de budget de l'exercice biennal 2010-2011

(Point 8 b) de l'ordre du jour)

85. L'examen de cette question avait été renvoyé au SBI.

86. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties, agissant selon une recommandation du SBSTA³⁸, a adopté la décision 12/CP.15 intitulée «Budget de l'exercice biennal 2010-2011» (FCCC/CP/2009/11/Add.1).

³⁴ FCCC/SBSTA/2009/3/Add.1.

³⁵ FCCC/SBSTA/2009/L.16/Add.1.

³⁶ http://www.wmo.int/pages/gfcs/index_fr.html.

³⁷ FCCC/SBSTA/2009/L.21/Add.1.

³⁸ FCCC/SBSTA/2009/8/Add.1.

IX. Réunion de haut niveau

(Point 9 de l'ordre du jour)

A. Cérémonie de bienvenue et ouverture de la réunion de haut niveau

87. Une cérémonie de bienvenue a eu lieu le mardi 15 décembre, avant l'ouverture de la réunion commune de haut niveau. Des déclarations ont été faites par le Premier Ministre du Danemark, M. Rasmussen, le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, le Président de la quinzième session de la Conférence des Parties et de la cinquième session de la CMP, M^{me} Connie Hedegaard, le Secrétaire exécutif de la Convention, M. Yvo de Boer, le Prince de Galles et M. Wangari Maathai, lauréat du prix Nobel de la paix en 2004. Ayant souhaité la bienvenue aux chefs d'État et de gouvernement, aux ministres et aux chefs de délégation, le Président a insisté sur le fait qu'une issue positive était encore possible et que, de toutes les régions du monde et dans les milieux les plus divers, des voix s'élevaient pour exiger des mesures. Des milliards de personnes attendaient de leurs dirigeants qu'ils se mettent d'accord sur des réponses à un tel défi. Le Président a aussi fait valoir que la participation à la Conférence de Copenhague de plus d'une centaine de chefs d'État et de gouvernement était un fait marquant et le meilleur indice de la priorité désormais accordée au climat dans les négociations internationales.

88. La réunion de haut niveau commune à la quinzième session de la Conférence des Parties et à la cinquième session de la CMP a été ouverte par le Président³⁹ à la 3^e séance de la Conférence des Parties et à la 6^e séance de la CMP, le 16 décembre. Le Président, le Premier Ministre du Danemark, a noté que la présence d'un aussi grand nombre de chefs d'État et de gouvernement dénotait une volonté politique sans précédent de lutter contre les changements climatiques. Il a remercié tous les participants pour leur présence à la réunion et a invité les orateurs à faire leurs déclarations. Plusieurs Parties ont soulevé des questions de procédure et d'autres ont émis des objections officielles, y compris un représentant qui s'est exprimé au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Des déclarations ont ensuite été faites par les représentants des groupes de négociation, puis par les Parties⁴⁰.

B. Déclarations des Parties

89. Au cours de la réunion de haut niveau, des déclarations ont été faites par 167 Parties, dont 85 ont été prononcées par des chefs d'État ou de gouvernement, 13 par des vice-présidents ou des vice-premiers ministres, 58 par des ministres, 11 par des représentants des Parties et une par une entité admise en qualité d'observateur. La liste complète des orateurs figure à l'annexe II.

³⁹ Voir le paragraphe 5 ci-dessus, où il est signalé que la Présidente, M^{me} Hedegaard, a annoncé sa démission, qui devait prendre effet à compter du début de la 1^{re} séance commune de la Conférence des Parties et de la CMP tenue durant la réunion de haut niveau. Conformément à l'article 25 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué, le Gouvernement danois a désigné M. Rasmussen pour remplacer M^{me} Hedegaard à la présidence de la quinzième session de la Conférence des Parties et de la cinquième session de la CMP.

⁴⁰ Pour l'ensemble du débat et des interventions faites au titre de ce point de l'ordre du jour, voir http://cop15.meta-fusion.com/kongresse/cop15/templ/archive.php?id_kongressmain=1&theme=unfccc.

C. Déclarations de hauts responsables de l'Organisation des Nations Unies

90. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, a fait une déclaration durant la réunion de haut niveau. Le Secrétaire exécutif de la Convention, M. Yvo de Boer, a aussi fait une déclaration⁴¹.

D. Rencontre informelle de haut niveau à l'initiative du Gouvernement du pays hôte

91. Le vendredi 18 décembre, à l'invitation du pays hôte, une rencontre informelle de haut niveau organisée par le Premier Ministre du Danemark a fourni au Secrétaire général de l'ONU et à un nombre restreint de chefs d'État et de gouvernement représentant tous les groupes et toutes les régions de parler des enjeux de portée mondiale. Des déclarations ont été faites par M. Rasmussen et M. Ban Ki-moon, suivis de: M. Wen Jiabao, Premier Ministre du Conseil des affaires de l'État de la Chine; M. Luiz I. Lula da Silva, Président du Brésil; M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique; M. Pakalitha Bethuel Mosisili, Premier Ministre du Lesotho; M. Alvaro Uribe Velez, Président de la Colombie; M. Manmohan Singh, Premier Ministre de l'Inde; M. Dmitri A. Medvedev, Président de la Fédération de Russie; M. Myung-Bak Lee, Président de la République de Corée; M. Meles Zenawi, Premier Ministre de l'Éthiopie; M. Jacob Zuma, Président de l'Afrique du Sud; M. Yukio Hatoyama, Premier Ministre du Japon; M. Tillman Thomas, Premier Ministre de la Grenade; M. Fredrik Reinfeldt, Premier Ministre de la Suède; M. Nafie Ali Nafie, Assistant du Président du Soudan; M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne; M. Juan Evo Morales Ayma, Président de l'État plurinational de Bolivie; et M. Hugo Chávez Frías, Président de la République bolivarienne du Venezuela.

E. Délibérations de la réunion de haut niveau

92. À la 12^e séance de la CMP⁴², les 18 et 19 décembre, le Président a fait savoir aux Parties qu'il avait mené des consultations avec un large groupe de chefs d'État et de gouvernement et d'autres chefs de délégation présents à la Conférence pendant la réunion de haut niveau. L'Accord de Copenhague, figurant dans le document FCCC/CP/2009/L.7, avait été mis au point dans le cadre de ces consultations. En présentant ce document, le Président a noté que le texte de l'Accord de Copenhague était identique pour la Conférence des Parties et pour la CMP et il a invité les Parties à réfléchir, au sein de leurs groupes régionaux respectifs, aux propositions qu'il contenait. Il a demandé aux Parties de lui faire rapport à ce sujet en vue de déterminer la suite à donner à l'Accord de Copenhague. Après cette proposition du Président, des déclarations et quelques observations sur la conduite du débat ont été faites par 40 Parties, dont une s'est exprimée au nom du Groupe des États d'Afrique, une au nom de l'Alliance des petits États insulaires, une au nom de l'Union européenne et de ses États membres et une au nom des pays les moins avancés.

93. Bon nombre de Parties se sont déclarées préoccupées par la façon dont l'Accord de Copenhague avait été négocié et présenté. Plusieurs ont officiellement émis des objections à

⁴¹ Pour les transcriptions de ces déclarations, voir le site Web de la Convention à l'adresse suivante: <http://unfccc.int/meetings/cop_15/statements/items/5087.php>.

⁴² En raison d'une erreur de procédure, la décision a été adoptée à la 12^e séance de la CMP. Cependant, il a été précisé en séance que le débat tout comme l'adoption de la décision seraient considérés comme ayant eu lieu au cours de la séance de la Conférence des Parties. Le secrétariat a été invité à corriger officiellement cette erreur dans le rapport de la session.

l'égard de cet accord, qu'il s'agisse de son contenu ou du processus de négociation. Bon nombre de Parties ont déclaré appuyer l'Accord de Copenhague. Ayant entendu les déclarations des Parties, le Président a constaté qu'il n'y avait pas de consensus permettant d'adopter l'Accord de Copenhague et a proposé que la séance soit brièvement suspendue pour mener des consultations informelles avec les Parties.

94. À la suite de consultations informelles approfondies avec les Parties, le Président a proposé que la Conférence des Parties adopte une décision dans laquelle elle prendrait note de l'Accord de Copenhague du 18 décembre 2009. Il a également indiqué que l'Accord proprement dit serait joint en annexe à cette décision et que la liste de ceux qui souscrivaient à l'Accord de Copenhague figurerait dans le titre. Dans ces conditions, la Conférence des Parties a adopté la décision⁴³.

95. Compte tenu des propositions faites par les Parties et à leur demande, le secrétariat a résumé le débat, tel qu'il en concevait la teneur, en vue de clarifier la marche à suivre. Premièrement, les noms des Parties qui souscrivaient à l'Accord de Copenhague ou qui souhaitaient y être associées seraient énumérés dans le texte introductif de l'Accord. Deuxièmement, la liste des pays resterait ouverte tant que la version définitive du rapport de la session n'aurait pas été établie, après quoi une liste tenue à jour serait affichée sur le site Web de la Convention. Troisièmement, le nom d'aucune Partie ne serait inclus dans la liste sans une confirmation écrite de chacune d'elles.

96. Après l'adoption de la décision et les éclaircissements donnés au sujet de l'Accord de Copenhague, des déclarations ont été faites par les représentants de 27 Parties, dont une s'est exprimée au nom de l'Union africaine, une au nom de l'Alliance des petits États insulaires et une au nom de l'Union européenne et de ses États membres⁴⁴. Une déclaration a également été faite par le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban.

X. Déclarations des organisations admises en qualité d'observateurs

(Point 10 de l'ordre du jour)

97. À la 8^e séance de la Conférence des Parties et à la 11^e séance de la CMP, le 18 décembre, des déclarations ont été faites par les représentants d'organisations intergouvernementales, d'ONG et d'autres organisations. Pour la liste de ces organisations, voir l'annexe III.

XI. Questions diverses

(Point 11 de l'ordre du jour)

98. La Conférence des Parties n'a examiné aucune autre question au titre de ce point de l'ordre du jour.

⁴³ Décision 2/CP.15, figurant dans le document FCCC/CP/2009/11/Add.1.

⁴⁴ Pour l'ensemble du débat et des interventions faites au titre de ce point de l'ordre du jour, voir http://cop15.meta-fusion.com/kongresse/cop15/templ/archive.php?id_kongressmain=1&theme=unfccc.

XII. Conclusion des travaux de la session

(Point 12 de l'ordre du jour)

A. Adoption du rapport de la quinzième session de la Conférence des Parties

(Point 12 a) de l'ordre du jour)

99. À sa 9^e séance, les 18 et 19 décembre, la Conférence des Parties a examiné le projet de rapport de sa quinzième session⁴⁵ et l'a adopté, en autorisant le Rapporteur à le terminer, selon les indications du Président et avec le concours du secrétariat.

B. Clôture de la session

(Point 12 b) de l'ordre du jour)

100. À la 9^e séance, les 18 et 19 décembre, un représentant du Gouvernement mexicain a présenté un projet de résolution intitulé «Expression de gratitude au Gouvernement du Royaume du Danemark et aux habitants de Copenhague»⁴⁶. À la même séance, la Conférence des Parties a adopté la résolution 1/CP.15 (FCCC/CP/2009/11/Add.1).

101. Le Président a ensuite déclaré close la quinzième session de la Conférence des Parties.

⁴⁵ FCCC/CP/2009/L.1.

⁴⁶ FCCC/CP/2009/L.4-FCCC/KP/CMP/2009/L.5.

Annexe I

Parties à la Convention, États dotés du statut d'observateur et organismes des Nations Unies qui ont participé à la quinzième session de la Conférence des Parties

A. Parties à la Convention

Afghanistan	Émirats arabes unis	Libéria
Afrique du Sud	Équateur	Liechtenstein
Albanie	Érythrée	Lituanie
Algérie	Espagne	Luxembourg
Allemagne	Estonie	Madagascar
Angola	États-Unis d'Amérique	Malaisie
Antigua-et-Barbuda	Éthiopie	Malawi
Arabie saoudite	ex-République yougoslave de Macédoine	Maldives
Argentine	Fédération de Russie	Mali
Arménie	Fidji	Malte
Australie	Finlande	Maroc
Autriche	France	Maurice
Azerbaïdjan	Gabon	Mauritanie
Bahamas	Gambie	Mexique
Bahreïn	Géorgie	Micronésie (États fédérés de)
Bangladesh	Ghana	Monaco
Barbade	Grèce	Mongolie
Bélarus	Grenade	Monténégro
Belgique	Guatemala	Mozambique
Belize	Guinée	Myanmar
Bénin	Guinée équatoriale	Namibie
Bhoutan	Guinée-Bissau	Nauru
Bolivie (État plurinational de)	Guyana	Népal
Bosnie-Herzégovine	Haïti	Nicaragua
Botswana	Honduras	Niger
Brésil	Hongrie	Nigéria
Brunéi Darussalam	Îles Cook	Nioué
Bulgarie	Îles Marshall	Norvège
Burkina Faso	Îles Salomon	Nouvelle-Zélande
Burundi	Inde	Oman
Cambodge	Indonésie	Ouganda
Cameroun	Iran (République islamique d')	Ouzbékistan
Canada	Iraq	Pakistan
Cap-Vert	Irlande	Palaos
Chili	Islande	Panama
Chine	Israël	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Chypre	Italie	Paraguay
Colombie	Jamahiriya arabe libyenne	Pays-Bas
Comores	Jamaïque	Pérou
Congo	Japon	Philippines
Costa Rica	Jordanie	Pologne
Côte d'Ivoire	Kazakhstan	Portugal
Croatie	Kenya	Qatar
Cuba	Kirghizistan	République arabe syrienne
Danemark	Kiribati	République centrafricaine
Djibouti	Koweït	République de Corée
Dominique	Lesotho	République de Moldova
Égypte	Lettonie	
El Salvador	Liban	

République démocratique du Congo	Samoa	Togo
République démocratique populaire lao	Sao Tomé-et-Principe	Tonga
République dominicaine	Sénégal	Trinité-et-Tobago
République populaire démocratique de Corée	Serbie	Tunisie
République tchèque	Seychelles	Turkménistan
République-Unie de Tanzanie	Sierra Leone	Turquie
Roumanie	Singapour	Tuvalu
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Slovaquie	Ukraine
Rwanda	Slovénie	Union européenne
Sainte-Lucie	Somalie	Uruguay
Saint-Kitts-et-Nevis	Soudan	Vanuatu
Saint-Marin	Sri Lanka	Venezuela (République bolivarienne du)
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Suède	Viet Nam
	Suisse	Yémen
	Suriname	Zambie
	Swaziland	Zimbabwe
	Tadjikistan	
	Tchad	
	Thaïlande	
	Timor-Leste	

B. États dotés du statut d'observateur

Andorre
Saint-Siège

C. Entités ayant reçu une invitation permanente à participer en tant qu'observateurs aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale et disposant d'une mission d'observation permanente au Siège

Palestine

D. Organismes et programmes des Nations Unies

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
Centre des Nations Unies pour le développement régional
Centre d'information des Nations Unies – Prague
Centre régional d'information des Nations Unies
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
Commission économique pour l'Afrique de l'ONU
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONU
Commission économique pour l'Europe de l'ONU
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique de l'ONU
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale de l'ONU
Département de l'information de l'ONU – New York
Département des affaires économiques et sociales de l'ONU
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
Fonds des Nations Unies pour la population
Fonds des Nations Unies pour l'enfance
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme-Centre pour les droits de l'homme
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
Organisation des Nations Unies

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
Programme alimentaire mondial
Programme des Nations Unies pour le développement
Programme des Nations Unies pour l'environnement
Programme des Nations Unies pour les établissements humains
Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales
Stratégie internationale de prévention des catastrophes
Union postale universelle
Université des Nations Unies
Volontaires des Nations Unies

E. Secrétariats de convention

Convention sur la diversité biologique
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone et Protocole de Montréal
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage

F. Institutions spécialisées des Nations Unies

Commission océanographique intergouvernementale
Fonds international de développement agricole
Fonds monétaire international
Fonds pour l'environnement mondial
Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
Organisation de l'aviation civile internationale
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
Organisation internationale du Travail
Organisation maritime internationale
Organisation météorologique mondiale
Organisation mondiale de la santé
Organisation mondiale du tourisme
Union internationale des télécommunications

G. Organisations apparentées du système des Nations Unies

Agence internationale de l'énergie atomique
Banque mondiale/Société financière internationale
Organisation mondiale du commerce

Annexe II

Liste des représentants qui ont fait des déclarations à la réunion de haut niveau au titre du point 9 de l'ordre du jour de la Conférence des Parties

[Anglais/espagnol/français seulement]

A. Groupes de négociation

Australie (*parlant au nom du Groupe composite*)
S. E. M^{me} Penny Y. Wong
Minister for Climate Change and Water

Éthiopie
(*parlant au nom du Groupe des États d'Afrique*)
S. E. M. Meles Zenawi
Prime Minister

Grenade (*parlant au nom de l'Alliance des petits États insulaires*)
S. E. M. Tillman Thomas
Prime Minister

Lesotho (*parlant au nom des pays les moins avancés*)
S. E. M. Pakalitha Bethuel Mosisili
Prime Minister

Soudan
(*parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine*)
S. E. M. Nafie Ali Nafie
Assistant President of Sudan and Chair of the Group of 77 and China for 2009

Suède (*parlant au nom de l'Union européenne*)
S. E. M. Andreas Carlgren
Minister for the Environment

B. Parties

Afghanistan
H. R. H. Prince Mostapha Zaher
Director-General, Environmental Protection Agency

Albanie
S. E. M. Sali Berisha
Prime Minister

Allemagne
S. E. M^{me} Angela Merkel
Federal Chancellor

Angola
S. E. M^{me} Maria de Fatima M. Jardim
Minister of Environment

Arabie saoudite
S. E. M. Ali Ibrahim Al Naimi
Minister of Petroleum and Mineral Resources

Argentine
S. E. M. Jorge Enrique Taiana
Minister of Foreign Affairs

Australie
S. E. M. Kevin M. Rudd
Prime Minister

Autriche
S. E. M. Werner Faymann
Federal Chancellor

Azerbaïdjan
S. E. M. Huseynghulu Seid Baghirov
Minister of Ecology and Natural Resources

Bahamas
S. E. M. Hubert A. Ingraham
Prime Minister

Bahreïn
S. E. M. Juma Ahmed Alkaabi
Minister of Environment

Bangladesh
S. E. Sheikh Hasina
Prime Minister

Barbade

S. E. M^{me} Maxine P. O. McClean
Minister of Foreign Affairs

Bélarus

S. E. M. Vladimir Tsalko
Minister of Natural Resources and
Environmental Protection

Belgique

S. E. M. Paul Magnette
Ministre du climat et de l'énergie

Belize

S. E. M. Dean O. Barrow
Prime Minister and Minister of Finance

Bénin

S. E. M. Justin Sossou Adanmayi
Minister of Environment and Nature
Protection

Bhutan

S. E. M. Pema Gyamtsho
Minister of Agriculture and Member
National Environment Commission

Bolivie (État plurinational de)

S. E. M. Juan Evo Morales Ayma
President

Botswana

S. E. M. Onkokame Kitso Mokaila
Minister of Environment, Wildlife and
Tourism

Brésil

S. E. M. Luiz I. Lula da Silva
President

Burkina Faso

S. E. M. Blaise Compaore
Président

Burundi

S. E. M. Ives Sahinguvu
Deputy Head of State

Cambodge

S. E. M. Namhong Hor
Deputy Prime Minister and Minister of Foreign
Affairs and International Cooperation

Cameroun

S. E. M. Paul Biya
Président

Canada

S. E. M. Jim Prentice
Ministre de l'environnement

Chili

S. E. M^{me} Ana Lya Uriarte
Minister of Environment

Chypre

S. E. M. Demetris Christofias
President

Colombie

S. E. M. Alvaro Uribe Velez
President

Comores

S. E. M. Ahmed Abdallah Mohamed Sambi
Président

Congo

S. E. M. Denis Sassou-Nguesso
President

Costa Rica

S. E. M. Jorge Rodríguez
Minister of Environment, Energy and
Telecommunication

Côte D'Ivoire

S. E. M. Youssouf Bakayoko
Minister of Foreign Affairs

Croatie

S. E. M. Stjepan Mesić
President

Cuba

S. E. M. Esteban Lazo Hernández
Vice-President

Danemark

S. E. M^{me} Lykke Friis
Minister for Climate and Energy

Djibouti

S. E. M. Dileita Mohamed Dileita
Prime Minister

Dominique

S. E. M. Lloyd Gabriel Pascal
Ambassador, Ministry of Health and
Environment

Égypte

S. E. M. Ahmed Aboulgheit
Minister of Foreign Affairs

El Salvador

S. E. M. Herman Humberto Rosa Chávez
Minister of the Environment

Équateur

S. E. M. Fander Falconi
Minister of Foreign Affairs

Espagne

S. E. M. José Luis Rodríguez Zapatero
President of the Government

Estonie

S. E. M. Jaanus Tamviki
Minister of the Environment

Ex-République yougoslave de Macédoine

S. E. M. Gjorge Ivanov
President

Fédération de Russie

S. E. M. Igor Shuvalov
First Deputy Prime Minister

Fidji

S. E. M. Ratu Inoke Kubuabola
Minister for Foreign Affairs, International
Cooperation and Civil Aviation

Finlande

S. E. M^{me} Tarja Halonen
President

France

S. E. M. Nicolas Sarkozy
Président

Gabon

S. E. M. Ali Bongo Ondimba
President

Gambie

S. E. M^{me} Aja Isa Tou Njie Saïdy
Vice-President and Minister of Women's
Affairs

Géorgie

S. E. M. Mikheil Saakashvili
President

Ghana

S. E. M. Evans Atta-Mills
President

Grèce

S. E. M. George Papandreou
Prime Minister and Minister of Foreign Affairs

Guatemala

S. E. M. José Rafael Espada
Vice President

Guinée équatoriale

S. E. M. Ignacio Milam Tang
Prime Minister

Guinée-Bissau

S. E. M^{me} Maria Adiato Djaló Nandigna
Vice-Prime Minister

Guyana

S. E. M. Bharrat Jagdeo
President

Haïti

S. E. M. Jean-Marie Claude Germain
Ministre de l'environnement

Hongrie

S. E. M. Gordon Bajnai
Prime Minister

Îles Cook

S. E. M. Jim Marurai
Prime Minister

Îles Marshall

S. E. M. Jurelang Zedkaia
President

Îles Salomon

S. E. M. Gordon Darcy Lilo
Minister of Environment, Conservation
and Meteorology

Inde

S. E. M. Jairam Ramesh
Minister for Environment and Forests

Indonésie

S. E. M. Susilo B. Yudhoyono
President

Iran (République islamique d')

S. E. M. Mahmoud Ahmadinejad
President

Irlande

S. E. M. John Gormley
Minister for the Environment, Heritage
and Local Government

Islande

S. E. M^{me} Svandís Svavarsdóttir
Minister for the Environment

Israël

S. E. M. Shimon Peres
President

Italie

S. E. M^{me} Stefania Prestigiacomo
Minister of Environment, Land and Sea

Jamaïque

S. E. M. Kenneth Baugh
Deputy Prime Minister and Minister
of Foreign Affairs and Foreign Trade

Japon

S. E. M. Sakihito Ozawa
Minister of the Environment

Jordanie

S. A. R. le Prince Hamzah bin
Al-Hussein Prince

Kazakhstan

S. E. M. Nurgali Sadvakasovich Ashimov
Minister of Environmental Protection

Kenya

S. E. M. Mwai E. Kibaki
President

Kirghizistan

M. Arstanbek A. Davletkeldiev
Director, State Agency on Environment
Protection and Forestry (SAEPF)

Kiribati

S. E. M. Anote Tong
President

Koweït

H. H. Sheikh Nasser Mohammed
Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah
Prime Minister

Lesotho

S. E. M. Mohlabi Kenneth Tsekoa
Minister of Foreign Affairs and International
Relations

Lettonie

S. E. M. Raimonds Vejonis
Minister of Environment

Liban

S. E. M. Saad R. Harriri
Prime Minister

Libéria

S. E. M. Joseph N. Boakai
Vice President

Malaisie

S. E. M. Dato' Sri Mohd. Najib
Tun Abdul Razak
Prime Minister

Malawi

S. E. M. Grain W. P. Malunga
Minister of Natural Resources, Energy
and Environment

Maldives

S. E. M. Mohamed Nasheed
President

Mali

S. E. M. Amadou Toumani Touré
President

Malte

S. E. M. Lawrence Gonzi
Prime Minister

Maroc

S. E. M. Abbas El Fassi
Premier Ministre

Maurice

S. E. M. Navinchandra Ramgoolam
Prime Minister

Mauritanie

S. E. M. Mohamed Ould Abdel Aziz
President

Mexique

S. E. M. Felipe Calderón Hinojosa
President

Micronésie (États fédérés de)

S. E. M. Emanuel Mori
President

Monaco

S. A. S. le Prince Albert
Chef d'État

Mongolie

S. E. M. Tsakhia Elbegdorj
President

Monténégro

S. E. M. Milo Djukanovic
Prime Minister

Mozambique

S. E. M^{me} Alcinda Antonio de Abreu
Minister for Coordination of
Environmental Affairs

Myanmar

S. E. M. Nyan Win
Minister of Foreign Affairs

Namibie

S. E. M. Nahas Angula
Prime Minister

Nauru

S. E. M. Marcus A. Stephen
President

Népal

S. E. M. Madhav Kumar Nepal
Prime Minister

Nicaragua

S. E. M. Samuel Santos López
Minister for Foreign Affairs

Niger

S. E. M. Issoufou Baco
Minister of Environment

Nigéria

S. E. Chief Ojo Maduekede
Minister of Foreign Affairs

Nioué

S. E. M. Toke T. Talagi
Premier

Norvège

S. E. M. Jens Stoltenberg
Prime Minister

Nouvelle-Zélande

S. E. M. John Key
Prime Minister

Ouganda

S. E. M^{me} Maria Mutagamba
Minister of Water and Environment

Pakistan

S. E. M. Makhdoom Shah Mahmood Qureshi
Minister for Foreign Affairs

Palaos

S. E. M. Johnson Toribiong
President

Panama

S. E. M. Javier Arias
Deputy Minister of Foreign Affairs

Papouasie-Nouvelle-Guinée

S. E. Grand Chief Sir Michael Thomas Somare
Prime Minister

Paraguay

S. E. M. Oscar Rivas
Minister of Environment

Pays-Bas

S. E. M^{me} Jacqueline Cramer
Minister of Environment and Spatial
Planning

Pérou

S. E. M. Antonio Brack
Minister of Environment

Philippines

S. E. M^{me} Gloria Macapagal Arroyo
President

Pologne

S. E. M. Bernard Blaszczyk
Vice-Minister of the Environment

Portugal

S. E. M. José Sócrates
Prime Minister

Qatar

S. E. M. Abdullah ben Mubarak Al-Maadhadi
Minister of the Environment

République arabe syrienne

S. E. M^{me} Kaoukab Alsabah Daya
Minister of State for Environment Affairs

République centrafricaine

S. E. M. Francois Bozize Yangouvonda
Président

République de Corée

S. E. M. Myung-bak Lee
President

République démocratique du Congo

S. E. M. Jose Edouard Bononge Endundo
Ministre de l'environnement, conservation
de la nature et tourisme

République démocratique populaire lao

S. E. M. Asang Laoly
Deputy Prime Minister

République dominicaine

S. E. M. Rafael Alburquerque
Vice-President

République tchèque

S. E. M. Jan Dusík
Minister of Environment

République-Unie de Tanzanie

S. E. M. Ali Mohamed Shein
Vice-President

Roumanie

S. E. M. Traian Băsescu
President

**Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord**

S. E. M. Gordon Brown
Prime Minister

Rwanda

S. E. M. Stanislas Kamanzi
Ministre des terres et de l'environnement

Sainte-Lucie

S. E. M. Stephenson King
Prime Minister

Saint-Kitts-et-Nevis

S. E. M. Denzil Douglas
Prime Minister and Minister of Foreign Affairs

Samoa

S. E. M. Tuilaepa L. S. Malielegaoi
Prime Minister

Sao Tomé-et-Principe

S. E. M. Joaquim Rafael Branco
Prime Minister

Sénégal

S. E. M. Abdoulaye Wade
Président

Seychelles

S. E. M. James Alix Michel
President

Sierra Leone

S. E. M. Ogunlade Robert Davidson
Minister of Energy and Water Resources

Singapour

S. E. M. LEE Hsien Loong
Prime Minister

Somalie

S. E. M. Buri Mohamed Hamza
Minister of Environment

Soudan

S. E. M. Ahmed Babeker Nahar
Minister of Environment and Physical
Development

Sri Lanka

S. E. M. Patali Champika Ranawaka
Minister of Environment and Natural Resources

Suisse

S. E. M. Moritz Leuenberger
Vice-Président et Chef du Département
fédéral de l'environnement, des transports,
de l'énergie et de la communication

Suriname

S. E. M. Rinaldo Ronald Venetiaan
President

Swaziland

S. E. M. Sibusiso B. Dlamini
Prime Minister

Tadjikistan

S. E. M. Emomali Rahmon
President

Tchad

S. E. M. Idriss Deby Itno
Président

Thaïlande

S. E. M. Abhisit Vejjajiva
Prime Minister

Timor-Leste

S. E. M. Joao Mendes Gonçalves
Minister for Economy and Development

Togo

S. E. M. Kossivi Ayikoe
Ministre de l'environnement et des
ressources forestières

Tonga

S. E. M. Viliami Tau Tangi
Deputy Prime Minister and Minister of
Health

Trinité-et-Tobago

S. E. M. Patrick Manning
Prime Minister

Tunisie

S. E. M. Nadhir Hamada
Ministre de l'environnement et
du développement durable

Turquie

S. E. M. Abdullah Gül
President

Tuvalu

S. E. M. Apisai Ielemia
Prime Minister

Ukraine

M. Igor Lupaltsov
Head, The National Environmental Investment Agency

Union européenne

S. E. M. José Manuel Barroso
Président de la Commission européenne

Uruguay

S. E. M. Carlos Colacce
Minister of Housing, Land Planning and Environment

Vanuatu

S. E. M. Edward Natapei Nipake
Prime Minister

Venezuela (République bolivarienne du)

S. E. M. Hugo Chávez Frías
President

Viet Nam

S. E. M. Nguyen Tan Dung
Prime Minister

Yémen

S. E. M. Mohammed Lutf Al-Eryani
Ambassador to the Federal Republic of
Germany

Zambie

S. E. M^{me} Catherine Namugala
Minister of Tourism, Environment
and Natural Resources

Zimbabwe

S. E. M. Robert Gabriel Mugabe
President

C. Entités ayant reçu une invitation permanente à participer en tant qu'observateurs aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale et disposant d'une mission d'observation permanente au Siège

Palestine

S. E. M. Salam Fayyad
Prime Minister

Annexe III

Liste des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales qui ont fait des déclarations à la réunion de haut niveau au titre du point 9 de l'ordre du jour de la Conférence des Parties

A. Organisations intergouvernementales

Agence internationale de l'énergie
 Assemblée parlementaire de la Méditerranée
 Banque européenne d'investissement
 Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale
 Centre Sud
 Commission de l'océan Indien
 Commission d'Helsinki
 Conseil des ministres des pays nordiques
 Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (Convention de Ramsar)
 Global Biodiversity Information Facility
 Institut international du froid
 International Association of Economic and Social Councils and Similar Institutions
 Ligue des États arabes
 Organisation de coopération et de développement économiques
 Organisation des pays exportateurs de pétrole
 Organisation internationale de la Francophonie
 Organisation internationale des bois tropicaux
 UICN-Union internationale pour la conservation de la nature

B. Déclarations faites par des organisations non gouvernementales

<i>Organisation</i>	<i>Parlant au nom de</i>
Christian Aid	Églises du monde entier
Civil Society's Climate Forum	Klimaforum09, forum parallèle d'organisations non gouvernementales (ONG)
Confédération de l'industrie danoise	ONG du monde des affaires et de l'industrie
Confédération syndicale internationale	ONG syndicales

<i>Organisation</i>	<i>Parlant au nom de</i>
Fédération internationale des producteurs agricoles	ONG d'agriculteurs
Gesellschaft für Bedrohte Völker	Organisations de peuples autochtones
ICLEI-Local Governments for Sustainability	Administrations locales et autorités municipales
Joint Center for Political and Economic Studies	ONG de défense de l'environnement
Life e.V	ONG représentant les femmes et militant pour l'égalité des sexes
Réseau action climat international	ONG de défense de l'environnement
SustainUS	ONG représentant la jeunesse
Université de Linköping	ONG indépendantes et des milieux de la recherche

Annexe IV

Calendrier des réunions des organes créés en application de la Convention, pour la période 2010-2013

- Première série de sessions en 2010: du 31 mai au 11 juin
- Seconde série de sessions en 2010: du 29 novembre au 10 décembre
- Première série de sessions en 2011: du 6 au 17 juin
- Seconde série de sessions en 2011: du 28 novembre au 9 décembre
- Première série de sessions en 2012: du 14 au 25 mai
- Seconde série de sessions en 2012: du 26 novembre au 7 décembre
- Première série de sessions en 2013: du 3 au 14 juin
- Seconde série de sessions en 2013: du 11 au 22 novembre

Annexe V

Documents dont la Conférence des Parties était saisie à sa quinzième session

FCCC/CP/2009/1	Ordre du jour provisoire annoté. Note du Secrétaire exécutif
FCCC/CP/2009/1/Add.1	Ordre du jour provisoire annoté. Note du Secrétaire exécutif. Additif. Ordre du jour provisoire supplémentaire et renseignements complémentaires sur la réunion de haut niveau
FCCC/CP/2009/2	Proposition de Malte visant à modifier l'annexe I de la Convention. Note du secrétariat
FCCC/CP/2009/3	Projet de protocole à la Convention établi par le Gouvernement japonais pour adoption à la quinzième session de la Conférence des Parties. Note du secrétariat
FCCC/CP/2009/4	Projet de protocole à la Convention établi par le Gouvernement tuvaluan au titre de l'article 17 de la Convention. Note du secrétariat
FCCC/CP/2009/5	Projet de protocole à la Convention établi par le Gouvernement australien pour adoption à la quinzième session de la Conférence des Parties. Note du secrétariat
FCCC/CP/2009/6	Projet de protocole à la Convention établi par le Gouvernement costa-ricien pour adoption à la quinzième session de la Conférence des Parties. Note du secrétariat
FCCC/CP/2009/7	Projet d'accord de mise en œuvre à conclure au titre de la Convention, établi par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique pour adoption à la quinzième session de la Conférence des Parties. Note du secrétariat
FCCC/CP/2009/8/Rev.1	Admission d'observateurs: organisations présentant une demande de statut d'observateur. Note du secrétariat
FCCC/CP/2009/9	Rapport du Fonds pour l'environnement mondial à la Conférence des Parties. Note du secrétariat
FCCC/CP/2009/10- FCCC/KP/CMP/2009/20	Rapport sur la vérification des pouvoirs. Rapport du Bureau
FCCC/CP/2009/INF.1 (Parts 1, 2 and 3)	List of participants
FCCC/CP/2009/MISC.1 (Part 1)	Provisional list of participants. Part One. Parties

FCCC/CP/2009/MISC.1 (Part 2)	Provisional list of participants. Part Two. Observer States; Entities having received a standing invitation to participate as observers in the sessions and the work of the General Assembly and maintaining permanent observer missions at Headquarters; United Nations Secretariat units and bodies; Specialized agencies and related organizations; Intergovernmental organizations; Non-governmental organizations (A-H)
FCCC/CP/2009/MISC.1 (Part 3)	Provisional list of participants. Part Three. Non-governmental organizations (I-Z)
FCCC/CP/2009/L.1	Projet de rapport de la quinzième session de la Conférence des Parties
FCCC/CP/2009/L.2	Modification de l'annexe I de la Convention. Proposition du Président
FCCC/CP/2009/L.3	Dates et lieux des futures sessions. Proposition du Président
FCCC/CP/2009/L.4- FCCC/KP/CMP/2009/L.5	Expression de gratitude au Gouvernement du Royaume du Danemark et aux habitants de Copenhague. Projet de résolution présenté par le Mexique
FCCC/CP/2009/L.6	Résultats des travaux du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention. Proposition du Président
FCCC/CP/2009/L.7	Proposition du Président. Accord de Copenhague
FCCC/SBSTA/2009/3 et Add.1	Rapport de la trentième session de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique, tenue à Bonn du 1 ^{er} au 10 juin 2009
FCCC/SBSTA/2009/4	Ordre du jour provisoire annoté. Note du Secrétaire exécutif
FCCC/SBSTA/2009/L.13	Projet de rapport de la trente et unième session de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique
FCCC/SBSTA/2009/L.16/Add.1	Recherche et observation systématique. Projet de conclusions proposé par la Présidente. Additif
FCCC/SBSTA/2009/L.19/Add.1	Réduction des émissions résultant du déboisement dans les pays en développement: moyens d'inciter à prendre des mesures. Projet de conclusions proposé par la Présidente. Additif
FCCC/SBI/2009/8 et Add.1	Rapport de la trentième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre, tenue à Bonn du 1 ^{er} au 10 juin 2009
FCCC/SBI/2009/9	Ordre du jour provisoire annoté. Note du Secrétaire exécutif

FCCC/SBI/2009/L.17	Projet de rapport de la trente et unième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre
FCCC/SBI/2009/L.19	Renforcement des capacités au titre de la Convention. Projet de conclusions proposé par le Président
FCCC/SBI/2009/L.21/Add.1	Questions administratives, financières et institutionnelles. Projet de conclusions proposé par le Président. Additif
FCCC/SBI/2009/L.29	Quatrième examen du mécanisme financier. Projet de conclusions proposé par le Président
FCCC/SBI/2009/L.30	Directives supplémentaires à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial. Projet de conclusions proposé par la Présidente
FCCC/AWGLCA/2008/17	Rapport du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention sur sa quatrième session, tenue à Poznan du 1 ^{er} au 10 décembre 2008
FCCC/AWGLCA/2009/3	Résumé des avis exprimés lors de la quatrième session du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention. Note du Président
FCCC/AWGLCA/2009/5	Rapport du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention sur sa cinquième session, tenue à Bonn du 29 mars au 8 avril 2009
FCCC/AWGLCA/2009/9	Résumé des avis exprimés lors de la cinquième session du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention. Note du Président
FCCC/AWGLCA/2009/10	Rapport du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention sur sa sixième session, tenue à Bonn du 1 ^{er} au 12 juin 2009
FCCC/AWGLCA/2009/11	Ordre du jour provisoire annoté. Note du Secrétaire exécutif
FCCC/AWGLCA/2009/14	Rapport de la septième session du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention, qui s'est tenue à Bangkok du 28 septembre au 9 octobre 2009, et à Barcelone, du 2 au 6 novembre 2009
FCCC/AWGLCA/2009/L.6	Projet de rapport de la huitième session du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention
FCCC/AWGLCA/2009/L.7/Rev.1 et Add.1, Add.2/Rev.1, Add.3 à 7, Add.8/Rev.1 et Add.9	Résultats des travaux du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention. Projet de conclusions proposé par le Président
